



Thank you, Chair.

Your excellencies, colleagues, ladies and gentlemen,

I am Djatougbe Aziaka, Co-Facilitator of the NGO Major Group, speaking on behalf of the 9 Major Groups and other Stakeholders.

I will be speaking on the Joint MGS Statement on The UNEP We Want. My colleagues later will present to you “The UNEP We Want” Report.

The Joint Statement, which was distributed to you last Tuesday, has 51 paragraphs and an annex, covering UNEP’s successes and failures in its first 50 years from the perspective of the MGS, our vision of UNEP and UNEA looking forward, including “the UNEA We Want,” and the collaborative participation of MGS.

In the short time that we have, I would like to share with you a few key messages from our Joint Statement.

1. In its first 50 years, the MGS have collaborated with UNEP in many key areas, and we recognize and appreciate UNEP’s key/strategic role as a factfinder, advocate, convenor, collaborator, administrator, communicator, reinforcer and platform for environmental matters as the anchor institution of the United Nations on the environment.
2. We believe that UNEP could achieve most in the future through education and public awareness; stakeholder engagement; evidence-based assessments and outlooks; strengthening multilateral environmental law and governance; strengthening the science-policy interface; capacity building of environmental policy implementation on the national level; supporting the development of open source citizen science platforms; and developing policy guidance and global standards, all in collaboration and cooperation with the MGS.
3. Areas where UNEP can be strengthened include its role in environmental governance and access to justice, its authority and autonomy within the UN system, its funding base

including transparency on corporate funding and earmarking, and greater capacity building on national and local levels.

4. Indigenous Peoples are crucial for the conservation of biodiversity and their knowledge and livelihood should not be undermined. Yet, we cannot put the burden of being the “conservationist of biodiversity” on them. UNEP should address all aspects of environmental equity and justice, including women, youth, and persons who are disproportionately affected by the triple environmental crises.
  
5. We call upon UNEA to do more to support the human right to a clean, healthy and sustainable environment on global and national levels. And to take action to support environmental human rights, the rights established by UNDRIP and UNDROP, and Principle 10 of the Rio Declaration, on the rights of access to information, public participation, and access to justice in environmental matters. UNEA should take a leadership role in being a principal authority in establishing UN environmental governance and legal frameworks - while respecting indigenous rights and autonomy.
  
6. We have also made many specific recommendations on UNEP and UNEA’s engagement with MGS and the MGS themselves. In line with Paragraph 88. of *The Future We Want*, we believe that UNEP’s stakeholder engagement processes should evolve “best practice” approaches and “new mechanisms” to ensure equitable, active and ongoing engagement with all relevant stakeholders. There are many recommendations in this regard and we invite you to look deeper into our Joint Statement.

Thank you for your attention.

---

Merci, monsieur le président.

Excellences, chers collègues, Mesdames et Messieurs,

Je suis Djatougbe Aziaka, co-facilitatrice du Grand Groupe des ONG, parlant au nom des 9 Grands Groupes et d’autres Parties prenantes.

je parlerai de la Déclaration conjointe du MGS sur le PNUE que nous voulons. Mes collègues vous présenteront plus tard le rapport « Le PNUE que nous voulons ».

La Déclaration commune, qui vous a été distribuée mardi dernier, comporte 51 paragraphes et une annexe, couvrant les succès et les échecs du PNUE au cours de ses 50 premières années du point de vue des Grands Groupes et les Parties Prenantes (MGS), notre vision du PNUE et de l’ANUE tournée vers

l'avenir, y compris « l'ANUE que nous voulons », et la participation collaborative des Grands Groupes et les Parties Prenantes (MGS).

Dans le peu de temps dont nous disposons, j'aimerais partager avec vous quelques messages clés de notre Déclaration commune:

1. Au cours de ses 50 premières années, le Grands Groupes et les Parties Prenantes (MGS) ont collaboré avec le PNUE dans de nombreux domaines clés, et nous reconnaissons et apprécions le rôle clé/stratégique du PNUE en tant qu'éclairer de faits, défenseur, organisateur, collaborateur, administrateur, communicateur, formateur et plate-forme pour les questions environnementales en tant qu'institution de référence des Nations Unies sur l'environnement.
2. Nous pensons que le PNUE pourrait réaliser le plus à l'avenir grâce à l'éducation et à la sensibilisation du public; la mobilisation des intervenants; évaluations et perspectives fondées sur des données probantes; renforcer le droit multilatéral de l'environnement et la gouvernance; renforcer l'interface science-politique; le renforcement des capacités de mise en œuvre de la politique environnementale au niveau national; soutenir le développement de plateformes de science citoyenne ouverte ; et l'élaboration d'orientations politiques et de normes mondiales, le tout en collaboration et en coopération avec le MGS.
3. Les domaines dans lesquels le PNUE peut être renforcé comprennent son rôle dans la gouvernance environnementale et l'accès à la justice, son autorité et son autonomie au sein du système des Nations Unies, sa base de financement, y compris la transparence sur le financement et l'affectation des fonds, et un renforcement accru des capacités aux niveaux national et local.
4. Les peuples autochtones sont essentiels à la conservation de la biodiversité et leurs connaissances et leurs moyens de subsistance ne doivent pas être négligés. Pourtant, nous ne pouvons pas leur imposer le fardeau d'être le « défenseur de la biodiversité ». Le PNUE devrait aborder tous les aspects de l'équité et de la justice environnementales, y compris les femmes, les jeunes et les personnes qui sont touchées de manière disproportionnée par la triple crise environnementale.
5. Nous appelons l'ANUE à faire davantage pour soutenir le droit humain à un environnement propre, sain et durable aux niveaux mondial et national. Et à prendre des mesures pour soutenir les droits de l'homme en matière d'environnement, les droits établis par la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones **DNUDPA** et la Déclaration des Nations Unies sur les droits des paysans **l'UNDROP**, et le Principe 10 de la Déclaration de Rio, sur les droits d'accès à l'information, la participation du public et l'accès à la justice en matière d'environnement. L'ANUE devrait jouer un rôle de premier plan en tant qu'autorité principale dans l'établissement de la gouvernance environnementale et des cadres juridiques des Nations Unies - tout en respectant les droits et l'autonomie des autochtones.
6. Nous avons également formulé de nombreuses recommandations spécifiques sur l'engagement du PNUE et de l'ANUE avec les MGS et les MGS eux-mêmes. Conformément au paragraphe 88 de l'avenir que nous voulons *The Future We Want*, nous pensons que les processus d'engagement des parties prenantes du PNUE devraient faire évoluer des approches de « meilleures pratiques » et de « nouveaux mécanismes » pour assurer un engagement équitable, actif et continu avec toutes les parties prenantes concernées. Il existe de nombreuses recommandations à cet égard et nous vous invitons à approfondir notre Déclaration commune.

Je vous remercie de votre attention.